



CHRISTIAN BENARD - EXPERTISE COMPTABLE


DOMINIQUE DUVAL - BENOIT BOUCLY - NICOLAS CRIBIER - SEBASTIEN DONRONT
EXPERTS COMPTABLES - COMMISSAIRES AUX COMPTES

ASSOCIATION EMERGENCE-S



**RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES
SUR LES COMPTES ANNUELS**

EXERCICE CLOS LE 31 DECEMBRE 2021



ASSOCIATION EMERGENCE-S
88 rue du Champ des Oiseaux
76000 Rouen

S.A.R.L. au capital de 300 000 euros
R.C.S. : BERNAY 310 187 554
Inscrite au Tableau de l'Ordre de la Région Rouen-Normandie - Membre de la Compagnie Régionale de Rouen

BERNAY
25, rue Gabriel Vallée - B.P. 637
27306 BERNAY CEDEX

Tél : 02.32.47.30.40 - Fax : 02.32.43.56.31
E.mail : experts.comptables@cabinet-benard-duval.com
SIRET : 310 187 554 00038 APE : 6920Z

ROUEN
87 boulevard des belges
76 000 ROUEN

Association EMERGENCE-S

**RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES
SUR LES COMPTES ANNUELS**

Exercice clos le 31 décembre 2021

A l'Assemblée Générale de l'Association EMERGENCE-S,

Opinion

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre assemblée générale, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de l'association EMERGENCE-S relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2021, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de l'association à la fin de cet exercice.

Fondement de l'opinion

Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance prévues par le code de commerce et par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes, sur la période du 1^{er} janvier 2021 à la date d'émission de notre rapport.

Justification des appréciations

La crise mondiale liée à la pandémie de COVID-19 crée des conditions particulières pour la préparation et l'audit des comptes de cet exercice. En effet, cette crise et les mesures exceptionnelles prises dans le cadre de l'état d'urgence sanitaire induisent de multiples conséquences pour les entreprises, particulièrement sur leur activité et leur financement, ainsi que des incertitudes accrues sur leurs perspectives d'avenir. Certaines de ces mesures, telles que les restrictions de déplacement et le travail à distance, ont également eu une incidence sur l'organisation interne des entreprises et sur les modalités de mise en œuvre des audits.

C'est dans ce contexte complexe et évolutif que, en application des dispositions des articles L.823-9 et R.823-7 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous vous informons que les appréciations les plus importantes auxquelles nous avons procédé selon notre jugement professionnel, ont porté sur le caractère approprié des principes comptables appliqués, sur la présentation d'ensemble des comptes et sur le caractère raisonnable des estimations significatives retenues notamment pour ce qui concerne le rattachement des prestations et subventions de fonctionnement, aux charges de l'exercice.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

Nous avons vérifié le caractère approprié de l'approche retenue par l'association et nous nous sommes assurés de sa correcte application.

Vérifications spécifiques

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport de gestion du conseil d'administration arrêté le 3 mai 2022 et dans les autres documents adressés aux membres de l'association sur la situation financière et les comptes annuels. S'agissant des événements survenus et des éléments connus postérieurement à la date d'arrêté des comptes relatifs aux effets de la crise liée au Covid-19, la direction nous a indiqué qu'ils feront l'objet d'une communication à l'assemblée appelée à statuer sur les comptes.

Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes annuels

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de l'association à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider l'association ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le conseil d'administration.

Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.823-10-1 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre association.

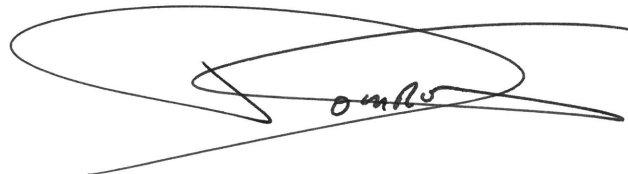
Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;

- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que des informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de l'association à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent des opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Fait à Rouen, le 20 juin 2022

Le Commissaire aux comptes
SARL CHRISTIAN BENARD EXPERTISE COMPTABLE

A handwritten signature in black ink, appearing to read 'Donront', is written over a large, stylized, horizontal oval shape.

SEBASTIEN DONRONT

Bilan actif

	Brut	Amortissement Dépréciation	Net au 31/12/2021	Net au 31/12/2020
ACTIF IMMOBILISE				
Immobilisations incorporelles				
Frais de recherche et de développement	540	540		
Concessions, licences, logiciels, droits et valeurs similaires	71 023	66 578	4 446	7 472
Immobilisations corporelles				
Terrains	271 863	11 914	259 949	251 824
Constructions	11 872 324	7 108 840	4 763 485	5 100 274
Installations techniques, matériels et outillages industriels	929 098	813 211	115 887	90 978
Autres immobilisations corporelles	1 962 404	1 405 280	557 125	543 817
Immobilisations corporelles en cours	193 564		193 564	98 137
Immobilisations financières				
Autres titres immobilisés	184		184	184
Autres immobilisations financières	21 252		21 252	18 901
Total I	15 322 253	9 406 363	5 915 890	6 111 588
ACTIF CIRCULANT				
Stocks et en-cours				
Matières premières et autres approvisionnements	53 543		53 543	55 328
En-cours de production (biens et services)	50 010		50 010	33 032
Créances				
Créances usagers et comptes rattachés	680 421	33 952	646 469	513 843
Autres créances	1 351 587		1 351 587	1 118 040
Autres postes de l'actif circulant				
Disponibilités	4 752 099		4 752 099	4 749 451
Charges constatés d'avance	68 944		68 944	6 106
Total II	6 956 604	33 952	6 922 652	6 475 800
TOTAL GENERAL (I+II+III+IV+V)	22 278 857	9 440 314	12 838 542	12 587 388
Legs nets à réaliser :				
acceptés par les organes statutairements compétents				
autorisés par l'organisme de tutelle				
Dons en nature restant à vendre :				

Bilan passif

	au 31/12/2021	au 31/12/2020
FONDS PROPRES		
Fonds propres sans droit de reprise		
Autres fonds propres	4 444 261	4 444 261
Fonds propres avec droit de reprise		
Réserves		
Réserves pour projets de l'entité	1 566 033	1 419 135
Réserves des activités sociales et médico-sociales	361 701	361 701
Report à nouveau	-190 337	13 801
Report à nouveau des activités sociales et médico-sociales	514 668	677 340
Excédent ou Déficit hors activités sociales et médico-sociales	215 618	-152 189
Excédent ou Déficit des activités sociales et médico-sociales sous gestion contrôlée	-435 562	-67 723
Situation nette (sous-total)	6 476 382	6 696 326
Subventions d'investissement	1 232 708	1 322 151
Provisions réglementées	12 118	12 118
Total I	7 721 208	8 030 594
FONDS REPORTES ET DEDIES		
Fonds dédiés	272 646	24 440
Total II	272 646	24 440
PROVISIONS		
Provisions pour risques	110 880	160 880
Total III	110 880	160 880
DETTES		
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit	2 242 045	1 799 898
Emprunts et dettes financières diverses	1 570	1 570
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	861 533	877 946
Dettes fiscales et sociales	1 256 531	1 287 898
Autres dettes	372 130	338 032
Produits constatés d'avance		66 130
Total IV	4 733 809	4 371 474
TOTAL GENERAL (I+II+III+IV+V)	12 838 542	12 587 388
(1) Dont à plus d'un an (a)	673 503	
Dont à moins d'un an (a)	4 060 306	
(2) Dont concours bancaires et soldes créditeurs de banque	1 221 675	
(3) Dont emprunts participatifs		
(a) A l'exception des avances et acomptes reçus sur commandes en cours		

Compte de résultat

	Exercice N 31/12/2021	Exercice N-1 31/12/2020
PRODUITS D'EXPLOITATION		
Ventes de biens et de services		
Ventes de biens	999	
Ventes de prestations de services	1 425 156	1 277 299
Produits de tiers financeurs		
Concours publics et subventions d'exploitation	12 911 341	11 812 940
Ressources liées à la générosité du public	2 700	20 867
Dont Dons manuels		20 867
Reprises sur amort., dépréciations, provisions et transferts de charges	57 594	138 132
Utilisation des fonds dédiés	24 440	
Autres produits	2 070 991	2 060 453
Total I	16 493 220	15 309 690
CHARGES D'EXPLOITATION		
Autres achats et charges externes	4 810 036	4 760 535
Impôts, taxes et versements assimilés	834 867	705 969
Salaires et traitements	7 644 384	7 109 845
Charges sociales	2 449 863	2 212 354
Dotations aux amortissements et aux dépréciations	578 462	585 306
Reports en fonds dédiés	272 646	24 440
Autres charges	200 368	204 657
Total II	16 790 627	15 603 106
1. RESULTAT D'EXPLOITATION (I-II)	-297 407	-293 416
PRODUITS FINANCIERS		
Autres intérêts et produits assimilés	10 120	18 707
Total III	10 120	18 707
CHARGES FINANCIERES		
Intérêts et charges assimilées	18 102	9 310
Total IV	18 102	9 310
2. RESULTAT FINANCIER (III-IV)	-7 982	9 397

Compte de résultat

	Exercice N 31/12/2021	Exercice N-1 31/12/2020
3. RESULTAT COURANT avant impôts (I-II+III-IV)	-305 389	-284 019
PRODUITS EXCEPTIONNELS		
Sur opérations de gestion	6 957	10 057
Sur opérations en capital	3 332	
Reprises sur provisions, dépréciations et transferts de charges	93 153	108 540
Total V	103 442	118 597
CHARGES EXCEPTIONNELLES		
Sur opérations de gestion	971	6 908
Sur opérations en capital	10 468	
Dotations aux amortissements, aux dépréciations et aux provisions	6 558	45 776
Total VI	17 997	52 685
4. RESULTAT EXCEPTIONNEL (V-VI)	85 445	65 912
Impôts sur les bénéfices (VIII)		1 805
Total des produits (I+III+V)	16 606 782	15 446 995
Total des charges (II+IV+VI+VII+VIII)	16 826 726	15 666 906
EXCEDENT OU DEFICIT	-219 944	-219 912
Dont résultat des activités sociales et médico-sociales sous gestion contrôlée	-435 562	-67 723

Règles et méthodes comptables

Désignation de l'association : EMERGENCE-S

Annexe au bilan avant répartition de l'exercice clos le 31/12/2021, dont le total est de 12 838 542 Euros et au compte de résultat de l'exercice, présenté sous forme de liste, dégageant un déficit de 219 944 Euros. L'exercice a une durée de 12 mois, recouvrant la période du 01/01/2021 au 31/12/2021.

Les notes ou tableaux ci-après font partie intégrante des comptes annuels.

Description de l'objet social, des activités ou missions sociales réalisées et des moyens mis en oeuvre

L'association Emergence(s) a été créée en 1905 sous le nom "Association de l'Oeuvre Hospitalière de Nuit".

Elle a pour objet d'accueillir des personnes en difficultés sociales, sans distinction d'âge, de sexe, de nationalité ni de religion, de gérer et créer des structures d'hébergement et des services proposant des réponses adaptées aux besoins des personnes accueillies, de promouvoir et de mettre en oeuvre dans le cadre du projet associatif toutes autres activités permettant l'insertion ou la réinsertion de publics faisant l'objet de difficultés sociales.

Ses principaux axes d'action sont les suivants :

- Hébergement d'urgence ou d'insertion, en collectivité ou en diffus : CHRS, pensions de famille,
- Justice : alternative à l'emprisonnement, préparation à la sortie, accompagnement spécialisé en lien avec l'institution judiciaire,
- Insertion par l'activité économique : ateliers chantiers d'insertion, ateliers d'adaptation à la vie active,
- Accompagnement : accompagnement social lié au logement, accompagnement social individualisé, accompagnement vers et dans le logement,
- Prévention soins : lits haltes soins santé, lits d'accueil médicalisés, questions/réponses santé, informations/réflexions alcool.

Emergence(s) gère six CHRS, trois pensions de famille, six points "lits haltes soins santé", un établissement "lits accueil médicalisés" avec des financements du département et de l'ARS.

Règles générales

Les comptes annuels de l'exercice au 31/12/2021 ont été établis et présentés conformément aux dispositions du règlement 2018-06 de l'Autorité des Normes Comptables relatif aux comptes annuels des personnes morales de droit privé à but non lucratif.

Les conventions comptables ont été appliquées avec sincérité dans le respect du principe de prudence, conformément aux hypothèses de base :

- continuité de l'exploitation,
- permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre,
- indépendance des exercices.

et conformément aux règles générales d'établissement et de présentation des comptes annuels.

La méthode de base retenue pour l'évaluation des éléments inscrits en comptabilité est la méthode des coûts historiques.

Seules sont exprimées les informations significatives. Sauf mention particulière, les montants sont exprimés en Euros.

Règles et méthodes comptables

Immobilisations corporelles et incorporelles

Les immobilisations corporelles et incorporelles sont évaluées à leur coût d'acquisition pour les actifs acquis à titre onéreux, à leur coût de production pour les actifs produits par l'entreprise, à leur valeur vénale pour les actifs acquis à titre gratuit et par voie d'échange.

Amortissements

Les amortissements pour dépréciation sont calculés suivant le mode linéaire en fonction de la durée de vie prévue, à savoir :

- * Concessions, logiciels et brevets : 1 à 5 ans
- * Terrains et aménagements : 50 ans
- * Constructions : 10 à 50 ans
- * Agencements des constructions : 5 à 50 ans
- * Matériel et outillage industriels : 1 à 10 ans
- * Installations générales, agencements et aménagements divers : 10 à 25 ans
- * Matériel de transport : 1 à 20 ans
- * Matériel de bureau : 1 à 10 ans
- * Matériel informatique : 1 à 10 ans
- * Mobilier : 5 à 10 ans

La durée d'amortissement retenue par simplification est la durée d'usage pour les biens non décomposables à l'origine.

Créances

Les créances sont valorisées à leur valeur nominale. Une dépréciation est pratiquée lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur comptable.

Provisions

Toute obligation actuelle résultant d'un événement passé de l'entreprise à l'égard d'un tiers, susceptible d'être estimée avec une fiabilité suffisante, et couvrant des risques identifiés, fait l'objet d'une comptabilisation au titre de provision.

Produits et charges exceptionnels

Les produits et charges exceptionnels tiennent compte des éléments qui ne sont pas liés à l'activité normale de l'association.

Faits caractéristiques

Autres éléments significatifs

Impact de la crise sanitaire Covid-19

La crise sanitaire n'a pas interrompu les activités de l'association mais les a perturbé, toutefois à un niveau moindre qu'en 2020

Le recours à l'activité partielle a été négligeable en 2021.

Les financeurs habituels de l'association (DASES, ARS, etc.) ont soutenu les actions d'Emergence (s) et apporté des financements complémentaires pour les surcoûts liés à la crise sanitaire.

Emergence (s) a également pu bénéficier de reports d'échéances sur les emprunts en cours.

En outre, l'association a souscrit en 2021 un prêt garanti par l'Etat d'un montant de 250 000 Euros afin de faire face aux conséquences financières de la pandémie.

Notes sur le bilan

Actif immobilisé

Tableau des immobilisations

	Au début d'exercice	Augmentation	Diminution	En fin d'exercice
- Frais d'établissement et de développement	540			540
- Fonds commercial				
- Autres postes d'immobilisations incorporelles	68 839	2 184		71 023
Immobilisations incorporelles	69 379	2 184		71 563
- Terrains	260 127	11 736		271 863
- Constructions sur sol propre	5 480 456			5 480 456
- Constructions sur sol d'autrui				
- Installations générales, agencements et aménagements des constructions	6 321 868	70 000		6 391 868
- Installations techniques, matériel et outillage industriels	877 184	65 382	13 469	929 098
- Installations générales, agencements aménagements divers	217 297	5 523		222 820
- Matériel de transport	682 950	25 975	87 641	621 284
- Matériel de bureau et informatique, mobilier	951 453	114 384	1 158	1 064 679
- Emballages récupérables et divers	53 621			53 621
- Immobilisations corporelles en cours	98 137	100 322	4 896	193 564
- Avances et acomptes				
Immobilisations corporelles	14 943 094	393 322	107 163	15 229 253
- Participations évaluées par mise en équivalence				
- Autres participations				
- Autres titres immobilisés	184			184
- Prêts et autres immobilisations financières	18 901	2 351		21 252
Immobilisations financières	19 085	2 351		21 436
ACTIF IMMOBILISE	15 031 559	397 857	107 163	15 322 253

Notes sur le bilan

Amortissements des immobilisations

	Au début de l'exercice	Augmentation	Diminutions	A la fin de l'exercice
- Frais d'établissement et de développement	540			540
- Fonds commercial				
- Autres postes d'immobilisations incorporelles	61 368	5 210		66 578
Immobilisations incorporelles	61 908	5 210		67 118
- Terrains	8 303	3 611		11 914
- Constructions sur sol propre	3 193 493	151 646		3 345 140
- Constructions sur sol d'autrui				
- Installations générales, agencements et aménagements des constructions	3 508 556	255 144		3 763 700
- Installations techniques, matériel et outillage industriels	786 206	32 989	5 983	813 211
- Installations générales, agencements aménagements divers	48 826	18 422		67 248
- Matériel de transport	534 847	39 718	85 768	488 797
- Matériel de bureau et informatique, mobilier	734 184	70 223	48	804 359
- Emballages récupérables et divers	43 648	1 229		44 876
Immobilisations corporelles	8 858 063	572 981	91 799	9 339 245
Total	8 919 970	578 192	91 799	9 406 363

Notes sur le bilan

Actif circulant

Etat des créances

Le total des créances à la clôture de l'exercice s'élève à 2 122 204 Euros et le classement détaillé par échéance s'établit comme suit :

	Montant brut	Echéances à moins d'un an	Echéances à plus d'un an
Créances de l'actif immobilisé :			
Créances rattachées à des participations			
Prêts			
Autres	21 252		21 252
Créances de l'actif circulant :			
Créances Clients et Comptes rattachés	680 421	680 421	
Autres	1 351 587	1 351 587	
Charges constatées d'avance	68 944	68 944	
Total	2 122 204	2 100 951	21 252
Prêts accordés en cours d'exercice			
Prêts récupérés en cours d'exercice			

Les créances à moins d'un an intègrent un montant de 617 259 Euros dont l'origine se situe en 1986, lors du passage du système du prix de journée à celui de la dotation globale. Ces créances sont considérées par la Direction Générale de l'Action Sociale comme un solde à verser sur les dotations de l'année écoulée en rajeunissant le millésime de la créance sans jamais en changer le montant.

Produits à recevoir

	Montant
Usagers, produits non facturés	357 818
Fournisseurs - RRR à obtenir	456
Divers - produits à recevoir	710 569
Total	1 068 843

Notes sur le bilan

Dépréciation des actifs

Les flux s'analysent comme suit :

	Dépréciations au début de l'exercice	Dotations de l'exercice	Reprises de l'exercice	Dépréciations à la fin de l'exercice
Immobilisations incorporelles				
Immobilisations corporelles				
Immobilisations financières				
Stocks				
Créances et Valeurs mobilières	33 741	271	60	33 952
Total	33 741	271	60	33 952
Répartition des dotations et reprises :				
Exploitation		271	60	
Financières				
Exceptionnelles				

Fonds propres

Tableau de variation des fonds propres

VARIATION DES FONDS PROPRES	A l'ouverture	Affectation du résultat	Augmentation	Diminution ou consommation	Ala clôture
Fonds propres sans droit de reprise	4 444 261				4 444 261
Fonds propres avec droit de reprise					
Ecart de réévaluation					
Réserves hors activités sociales	1 419 135		146 898		1 566 033
Réserves des activités sociales	361 701				361 701
RAN hors activités sociales	13 801	-152 189	65 976	117 925	-190 337
RAN des activités sociales	677 340	-67 723	575 989	670 938	514 668
Exc.ou Déficit hors activ.sociales	-152 189	152 189	215 618		215 618
Exc.ou Déficit des activités sociales	-67 723	67 723		435 562	-435 562
Situation nette	6 696 326		1 004 481	1 224 425	6 476 382
Fonds propres consommables					
Subventions d'investissement	1 322 151			89 443	1 232 708
Provisions réglementées	12 118				12 118
Droits de propriétaires (Commodat)					
TOTAL	8 030 594		1 004 481	1 313 868	7 721 208

Notes sur le bilan

Provisions réglementées

	Provisions au début de l'exercice	Dotations de l'exercice	Reprises de l'exercice	Provisions à la fin de l'exercice
Reconstitution des gisements pétroliers				
Pour investissements				
Pour hausse des prix				
Amortissements dérogatoires				
Prêts d'installation				
Autres provisions	12 118			12 118
Total	12 118			12 118
Répartition des dotations et reprises :				
Exploitation				
Financières				
Exceptionnelles				

Ce poste regroupe les provisions constituées conformément aux obligations spécifiques imposées par la réglementation budgétaire des établissements privés sociaux et médico-sociaux.

Provisions

Tableau des provisions

	Provisions au début de l'exercice	Dotations de l'exercice	Reprises utilisées de l'exercice	Reprises non utilisées de l'exercice	Provisions à la fin de l'exercice
Litiges	160 880			50 000	110 880
Garanties données aux clients					
Pertes sur marchés à terme					
Amendes et pénalités					
Pertes de change					
Pensions et obligations similaires					
Pour impôts					
Renouvellement des immobilisations					
Gros entretien et grandes révisions					
Charges sociales et fiscales					
sur congés à payer					
Autres provisions pour risques et charges					
Total	160 880			50 000	110 880
Répartition des dotations et des reprises de l'exercice :					
Exploitation				50 000	
Financières					
Exceptionnelles					

Les provisions pour litiges sociaux sont constituées et ajustées en fonction du risque évalué à chaque clôture d'exercice avec l'aide de

Notes sur le bilan

l'avocat de l'association.

Dettes

Etat des dettes

Le total des dettes à la clôture de l'exercice s'élève à 4 733 809 Euros et le classement détaillé par échéance s'établit comme suit :

	Montant brut	Echéances à moins d'un an	Echéances à plus d'un an	Echéances à plus de 5 ans
Emprunts obligataires convertibles (*)				
Autres emprunts obligataires (*)				
Emprunts (*) et dettes auprès des établissements de crédit dont :				
- à 1 an au maximum à l'origine	1 221 675	1 221 675		
- à plus de 1 an à l'origine	1 020 370	346 867	356 051	317 452
Emprunts et dettes financières divers (*) (**)	1 570	1 570		
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	861 533	861 533		
Dettes fiscales et sociales	1 256 531	1 256 531		
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés				
Autres dettes (**)	372 130	372 130		
Produits constatés d'avance				
Total	4 733 809	4 060 306	356 051	317 452
(*) Emprunts souscrits en cours d'exercice	270 727			
(*) Emprunts remboursés sur l'exercice	89 194			
(**) Dont envers les associés				

Charges à payer

	Montant
Fournisseurs - fact. non parvenues	263 351
Int.courus s/emp.aup.etabl.crédit	1 082
Provision congés à payer	467 552
Personnel - autres charges à payer	5 086
Charges sociales s/congés à payer	163 361
Charges sociales - charges à payer	699
Charges fiscales s/congés à payer	52 625
Total	953 756

Notes sur le bilan

Comptes de régularisation

Charges constatées d'avance

	Charges d'exploitation	Charges Financières	Charges Exceptionnelles
Charges constatées d'avance	68 944		
Total	68 944		

Notes sur le compte de résultat

Charges et produits d'exploitation et financiers

Rémunération des commissaires aux comptes

Commissaire aux comptes Titulaire

Honoraire de certification des comptes : 25 589 Euros

Honoraire des autres services : 0 Euros

Subventions d'exploitation

Suivi des subventions affectées

	Montant initial	Fonds à engager au début de l'exercice	Utilisation en cours de l'exercice	Engagements à réaliser sur nouvelles ressources affectées	Fonds restants à engager en fin d'exercice
		A	B	C	A - B + C
ARS - actions QRS	24 440	24 440	24 440		
ARS/Métropole - Réseau	62 500			9 851	9 851
ARS - Atelier Santé Ville	11 545			11 545	11 545
DDETS - Surcoûts Covid	212 255			80 000	80 000
DDETS - CPOM	115 000			57 500	57 500
Etat - 1000 premiers jours	45 000			33 750	33 750
ARS - Prév'parentalité	80 000			80 000	80 000
Total	550 740	24 440	24 440	272 646	272 646

Concours publics et subventions

	Union européenne	Etat	Collectivités territoriales	CAF	Autres	Total
Concours publics						
Subventions d'exploitation	106 686	2 288 701	10 429 948	19 500	66 507	12 911 341
Subventions d'équilibre						
Subventions d'investissement		86 320	3 122			89 442
						13 000 783

Il est précisé que les financements reçus dans le cadre de l'aide aux postes (ACI) sont présentés sous la rubrique "Autres produits".

Notes sur le compte de résultat

Charges et Produits exceptionnels

Résultat exceptionnel

Opérations de l'exercice

	Charges	Produits
Pénalités, amendes fiscales et pénales	275	
Subventions accordées	569	
Autres charges exceptionnelles sur opérations de gestion	127	
Valeurs comptables des éléments d'actif cédés	10 468	
Autres charges	6 558	
Libéralités perçues		1 245
Autres produits exceptionnels sur opérations de gestion		5 712
Produits des cessions d'éléments d'actif		3 332
Subventions d'investissement virées au résultat		89 442
Autres produits		3 711
TOTAL	17 997	103 442

Analyse du résultat

	Déficit	Bénéfice
Résultat de l'exercice	219 944	
Résultat sous contrôle DDCS	285 851	
Résultat sous contrôle ARS	149 711	
Part du résultat sur gestion conventionnée	435 562	
Part du résultat sur gestion libre		215 618

Détermination de l'excédent ou du déficit effectif global

Notes sur le compte de résultat

	N	N-1
Résultat comptable	-219 944	-219 912
Reprise du résultat antérieur	60 730	58 079
Excédent ou déficit effectif global	-159 214	-161 833
Dont résultat effectif sous gestion propre	215 618	-152 189
Dont résultat effectif sous gestion contrôlée	-374 832	-9 645

Autres informations

Informations sur les dirigeants

Rémunérations allouées aux dirigeants

En application de l'article 20 de la loi 2006-586 du 23 mai 2006 relative au volontariat associatif et à l'engagement éducatif, il est précisé que la rémunération brute totale des trois plus hauts cadres dirigeants salariés s'élève à 202 457 Euros.

Engagements financiers

Engagements donnés

	Montant en Euros
Effets escomptés non échus	
Avals et cautions	
Engagements en matière de pensions	800 677
Engagements de crédit-bail mobilier	
Engagements de crédit-bail immobilier	
Promesses d'hypothèque sur immeuble de Grémonville	126 000
Autres engagements donnés	126 000
Total	926 677

Autres informations

Engagements reçus

	Montant en Euros
Plafonds des découverts autorisés	
Garantie du Conseil Général emprunts Crédit Mutuel travaux de rénovation "Les Sources"	1 028 000
Avals et cautions	1 028 000
Autres engagements reçus	
Legs nets à réaliser	
Total	1 028 000

Engagements de retraite

Montant des engagements pris en matière de pensions, compléments de retraite et indemnités assimilées : 800 677 Euros

Le montant des indemnités à verser au départ à la retraite des salariés, conformément à la convention collective, est pris en charge par les organismes financeurs.

L'indemnité globale, calculée au 31 décembre 2020 selon la méthode actuarielle, s'élève à 800 667 Euros.

Les hypothèses suivantes ont été retenues :

- Départ à 63 ans à l'initiative du salarié,
- Taux d'évolution des salaires : 2%,
- Taux d'actualisation : 1%.
- Taux de rotation du personnel : 5%
- Table de mortalité : TH/TF 00-02
- Taux de charges sociales : 55%

Les engagements correspondants font l'objet d'une mention spécifique dans la présente annexe.